



**NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

*Quarante-cinquième session de la Commission économique pour l'Afrique*



**COMMISSION DE L'UNION  
AFRICAINNE**

*Septième session de la CAMEF*

Cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique



Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM/45/2  
AU/CAMEF/MIN/2(VII)  
6 février 2012

Addis-Abeba (Éthiopie)  
26 – 27 mars 2012

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

**Note pour la table ronde de haut niveau sur  
« L'Afrique en 2050 - L'émergence d'un pôle mondial »<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Le présent document a été rédigé par Shahid Yosuf pour le Forum africain des marchés émergents et la Commission économique pour l'Afrique.



## I. Introduction

1. Au cours des dix dernières années, le continent africain a eu le vent en poupe, sortant de son marasme pour se diriger d'un pas sûr vers un avenir économique plus brillant. Avec une croissance annuelle supérieure à 5% de 2000 à 2009, les perspectives n'ont jamais été aussi prometteuses, mais préserver, et même améliorer, cette performance dépendra de l'efficacité avec laquelle les pays africains, individuellement et collectivement, affronteront un certain nombre de défis. La crise de 2008-2009 et ses persistantes répercussions sur le commerce et les finances ont rendu ces défis encore plus ardues - et pas seulement pour les pays africains. En outre, l'économie du développement, qui a jusqu'à présent fourni des repères aux responsables politiques, est actuellement en pleine mutation. Les sources (et l'avenir<sup>2</sup>) de la croissance font l'objet d'un vif débat, de nombreuses controverses se font jour sur l'application des politiques macroéconomiques et des doutes sont émis sur l'utilité de l'aide<sup>3</sup>. S'ajoutent à cela des difficultés à traduire le concept de gouvernance en mesures concrètes et la prolifération d'idées mal conceptualisées et mal expliquées sur des questions telles que la croissance inclusive et l'innovation<sup>4</sup>. Face à autant d'incertitude, les pays africains doivent de toute urgence commencer à peaufiner et développer des stratégies<sup>5</sup> pour mettre à profit la récente poussée de croissance, veiller au maintien du cap économique partout sur le continent et s'attaquer aux obstacles qui se présentent, pour qu'en 2050, voire avant, le continent prenne sa place en tant que pôle majeur de croissance dans une économie mondiale qui, dans un avenir prévisible, restera probablement multipolaire. Le rapport sur l'Afrique en 2050 vise à tracer la voie menant à cet objectif.

2. La présente note donne un aperçu du rapport à venir, consistant en un bref historique des événements récents et un examen des perspectives de l'Afrique. On y trouve une esquisse de la trajectoire économique du continent au cours des deux dernières décennies soulignant l'accélération des tendances entre 1990 et 2000 qui s'est traduite par un doublement de la croissance annuelle du PIB, une description des tendances macroéconomiques qui détermineront la santé économique du continent et sa place dans le monde, un bilan du potentiel de croissance de l'Afrique et une revue des enjeux qui façonneront les stratégies à long terme des pays africains.

## II. La dynamique du développement depuis 1950

3. Au cours des deux décennies qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des pays en développement, dont beaucoup étaient nouvellement indépendants, avaient pour objectif immédiat l'industrialisation, commençant par les activités manufacturières de base et essayant même très tôt (pour certains comme l'Inde, la Chine et le Brésil) de développer des industries de production de biens d'équipement. Ils se sont inspirés des réalisations des États-Unis, du Royaume-Uni, de

---

<sup>2</sup> Kenneth Rogoff, "Rethinking the growth imperative", 2 janvier 2012. Voir [www.project-syndicate.org/commentary/rogoff88/English](http://www.project-syndicate.org/commentary/rogoff88/English).

Dani Rodrik, "The future of economic growth", 25 juillet 2011.

Voir [www.project-syndicate.org/commentary/rodrik58/English](http://www.project-syndicate.org/commentary/rodrik58/English).

<sup>3</sup> Voir le compte rendu sur l'étude de Moyo par William Easterly et Jeffrey D. Sachs, "The end of poverty: economic possibilities for our time". ([www.earth.columbia.edu/pages/endo/poverty/oda](http://www.earth.columbia.edu/pages/endo/poverty/oda), consulté le 22 février 2012).

<sup>4</sup> Voir par exemple le rapport d'Oxfam: Left Behind by the G20? How Inequality and Environmental Degradation Threaten to Exclude poor people from the Benefits of Economic Growth (London, 2012).

<sup>5</sup> Par exemple, parmi les quelques initiatives qui guident le développement africain, on trouve le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, qui consiste en un cadre stratégique couvrant six domaines thématiques et le Programme de développement des infrastructures en Afrique.

l'Allemagne, de la France et du Japon dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi que de celles de la Russie dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

4. Les pays qui s'industrialisaient ont embrassé l'un ou l'autre des deux grands modèles. Les pays alliés des États-Unis et des principales démocraties occidentales ont adopté une approche « mixte » consistant pour les États à utiliser des mesures incitatives, à ériger des barrières commerciales et à investir dans des entreprises publiques pour accélérer l'industrialisation dans des domaines clefs (et substituer ses produits aux importations), tout en accordant au secteur privé un rôle de plus en plus important dans le processus de développement<sup>6</sup>. De leur côté, pour développer les deux secteurs manufacturier et agricole, les pays appartenant à la sphère d'influence soviétique ont adopté, dans un cadre relativement insulaire, des approches dirigistes centrées sur l'État, fondées sur le principe de la planification, qui laissaient aussi peu de place que possible aux forces du marché et à l'initiative privée. Les années 60 ont été l'âge d'or de la croissance, y compris pour un certain nombre de pays africains qui ont su rapidement exploiter les possibilités se présentant de rattraper leur retard technologique<sup>7</sup>. Avec des pays comme la Côte d'Ivoire et le Kenya en tête, l'Afrique a connu une croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) par habitant de 2,6 % en moyenne durant les années 60, croissance qui a continué d'augmenter de 0,76 % par an au cours de la décennie suivante<sup>8</sup>. Le souvenir de la Grande Dépression, les politiques introduites pendant la Deuxième Guerre mondiale et les « 60 glorieuses » ont créé l'environnement politique et social qui a abouti à l'émergence de l'« État-providence » dans les pays développés et à l'adoption ici et là de programmes de protection sociale par les pays en développement.

5. Le déclin de l'influence politique et économique de l'Union soviétique et des autres pays communistes a entraîné un changement de perspectives et d'approches concernant le développement industriel au cours des années 70 et 80. L'appui aux politiques industrielles volontaristes des gouvernements s'est également affaibli en raison du reflux de la croissance aux États-Unis et en Europe dans les années 70, qui s'est répercuté sur les pays en développement. Cela était partiellement le résultat des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, de l'endettement accru des pays en développement et de déséquilibres insoutenables de la balance des échanges et des paiements. Au début des années 80, l'idée (qui n'était pas nouvelle) selon laquelle la main invisible des marchés compétitifs – et non la main dirigiste de l'État – était la réponse à la détérioration des résultats économiques et au chômage a commencé à prendre de plus en plus de poids en Occident et, en raison de l'influence des États-Unis sur les affaires internationales, à imprégner plus largement la réflexion économique. Elle a contribué aux réformes qui ont abouti au démantèlement progressif des barrières commerciales et facilité la mobilité des capitaux, à l'approfondissement des marchés financiers et à bien d'autres innovations financières. Les cycles de négociations ayant abattu les barrières commerciales, l'idée d'une croissance tirée par les exportations dans une économie de marché est devenue le concept à la mode et, au début

---

<sup>6</sup> La République de Corée et la province chinoise de Taiwan comptaient parmi les économies performantes ayant adopté une approche mixte, caractérisée par l'interventionnisme d'État pour lancer le secteur privé et créer des « champions nationaux ».

<sup>7</sup> Ce processus a été décrit pour le contexte européen par Alexander Gerschenkron (« Economic Backwardness », dans *Historical Perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 1962) et par Justin Yifu Lin (2010) pour expliquer la croissance rapide de la Chine ([siteresources.worldbank.org/.../ChinaMiracleDemystified-Shanghai](http://siteresources.worldbank.org/.../ChinaMiracleDemystified-Shanghai)). Pour un compte rendu succinct du développement de l'Afrique entre 1945 et 2000, voir Frederick Cooper (2002), *Africa Since 1940*, Cambridge University Press.

<sup>8</sup> [www1.worldbank.org/prem/.../chaps/Ctrynote8\\_AfricasGrowth.pdf](http://www1.worldbank.org/prem/.../chaps/Ctrynote8_AfricasGrowth.pdf).

des années 90, le « Consensus de Washington »<sup>9</sup> était bien ancré dans les esprits, avec nombre de pays africains qui en appliquaient les préceptes de base en poursuivant des programmes d'ajustement structurel (parrainés par la Banque mondiale) et en mettant davantage l'accent sur la lutte contre la pauvreté. La chute du Mur de Berlin a renforcé la conviction que les forces du marché pouvaient être de loin plus efficaces que l'interventionnisme d'État, conviction encore confortée par les vagues de développement libérées par la marche de la Chine vers une économie de marché teintée de socialisme. Avec l'ascension des marchés, la mondialisation a été ressuscitée et l'idée que la fin de l'histoire<sup>10</sup> était proche et que les pays développés – et peut-être d'autres – s'acheminaient vers un État minimal, libéral et devenu « veilleur de nuit » a acquis droit de cité. Le boom des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'Internet et du phénomène « dotcom » a encore enjolivé l'image du marché, renforcé l'influence politique du secteur des entreprises et entraîné une exubérance irrationnelle qui s'est maintenue jusqu'au milieu de la décennie suivante, en dépit de la crise est-asiatique (1997-1998) et de l'éclatement de la bulle Internet (2000-2001), essentiellement parce que les pays occidentaux, et les États-Unis en particulier, ont su passer ces crises en gardant quasiment intacts leur prééminence politique et leur pouvoir économique de persuasion et de contrainte. C'est aussi le moment où l'idée que la croissance pouvait être « intangible<sup>11</sup> » et que les services pouvaient largement remplacer le secteur manufacturier comme moteur de croissance commençait à gagner du terrain. Plus récemment, on a tenté de populariser un modèle de croissance axée sur les services en s'appuyant sur l'exemple de l'Inde, qui a connu une décennie de croissance rapide.

6. Les guerres onéreuses pour les coffres de l'État menées en Iraq et en Afghanistan, à l'origine de la crise financière qui a éclaté dans la seule superpuissance et dont l'onde de choc a déstabilisé l'Union européenne, perturbé le Moyen-Orient, plongé l'Afrique dans l'incertitude et obligé les pays d'Asie de l'Est à revoir leurs projections de croissance à moyen terme, sont venues troubler la donne dans les idées qui semblaient acquises en matière de croissance et de rôle de l'État, censé adopter un profil bas et éviter d'intervenir dans les politiques industrielles. Les déboires budgétaires des États-Unis et des pays européens ont aussi mis au jour l'augmentation vertigineuse des coûts des systèmes de santé et des prestations sociales, à un moment où les pays s'alarment de l'aggravation des inégalités de revenu. Des pays d'Asie de l'Est, comme la Chine, qui exportaient à tout-va vers les États-Unis et l'Union européenne, sont obligés de réorienter massivement leurs dépenses ; ce ne sont plus l'épargne et l'exportation qui priment, mais la demande intérieure. Les investissements dans le secteur manufacturier, qui ont été pendant longtemps la source première de croissance, ne sont plus d'actualité en Asie de l'Est: les responsables politiques, qui ont commencé à prendre conscience des surcapacités dans de nombreux secteurs, voient de plus en plus dans la consommation de la classe moyenne émergente la source de la croissance future. À la place des industries de transformation, les pays en voie d'industrialisation (tout comme les pays avancés) s'appuient sur la construction, le logement et la création d'infrastructures pour maintenir la croissance. La hausse des exportations de minerais tels que

---

<sup>9</sup> Le consensus a pris définitivement forme à la suite de la publication d'une étude par John Williamson. Sur le modèle des dix commandements reçus par Moïse, l'auteur préconisait dix réformes pour consolider les forces du marché : libéralisation des finances, du commerce et des taux de change, et déréglementation et privatisation de l'économie. Voir John Williamson, « A short history of the Washington Consensus » ([www.iie.com/publications/papers/williamson0904-2.pdf](http://www.iie.com/publications/papers/williamson0904-2.pdf)). Consulté le 22 février 2012.

<sup>10</sup> Expression immortalisée par Francis Fukuyama dans son essai publié en 1989, qui a apparemment prédit l'implosion de l'URSS amorcée par Gorbatchev. « The end of history ? » (<http://www.wesjones.com/eoh.htm>). Consulté le 22 février 2012.

<sup>11</sup> La conséquence étant que de plus en plus d'activités économiques, qu'il s'agisse de production ou de consommation, se feraient par le truchement des technologies de l'information et de la communication et seraient menées dans le cyberspace.

la bauxite, le cobalt, le cuivre, le diamant et l'or<sup>12</sup>, qui maintenaient à flot les économies africaines, semble moins assurée et la nécessité de diversifier les sources de croissance devient plus urgente.

### III. Résultats économiques de l'Afrique (1990-2009)

7. En dépit des inquiétudes suscitées par la crise, ceux qui sont actifs dans la communauté des États africains et les organismes internationaux, les investisseurs et les chercheurs restent largement optimistes, en grande partie à cause des acquis enregistrés au cours de la décennie passée, par rapport aux années 90<sup>13</sup>. Au cours de la période 2000-2009, la croissance a atteint une moyenne de 5 % par an, contre 2,5 % par an dans les années 90, voire moins dans les années 80. De fait, on compte parmi les dix pays à la croissance économique la plus rapide du monde six pays africains. Cette hausse de croissance a été étayée par l'augmentation des taux d'investissement, qui sont passés d'une moyenne de 18 % en 1990 à 22 % en 2009 – chiffres respectables bien que sans commune mesure avec les niveaux atteints par les pays d'Asie de l'Est. Elle a aussi bénéficié d'une augmentation de la part des exportations dans le PIB, passée d'à peine plus de 26 % en 1990 à presque 30 % en 2009. En outre, plusieurs pays ont également amélioré leurs indicateurs sociaux et ceux de « Doing Business<sup>14</sup> », et les investissements étrangers en Afrique se sont accrus, passant de 9 milliards de dollars en 2000 à 50 milliards de dollars en 2010 (après un pic à 88 milliards de dollars en 2008). Les envois de fonds aussi ont grimpé, atteignant 40 milliards de dollars en 2010.

8. Les progrès accomplis dans la réalisation des principaux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont également été satisfaisants. Le pourcentage de la population africaine vivant de moins de 1,25 dollar par jour est passé de 58 % en 1990 à 51 % en 2005, tandis que la proportion d'enfants souffrant d'un déficit pondéral et de malnutrition a été ramenée à 25 % en 2009. Les taux d'achèvement du cycle primaire ont augmenté, ont atteint 79 % en 2009 et certains pays, comme le Rwanda, Madagascar et le Burundi, sont près d'atteindre une scolarisation universelle; les taux de mortalité infantile ont également baissé, passant de 181 à 130 décès pour 1 000 naissances dans la même période et il y a eu une diminution significative du nombre de nouvelles infections par le VIH<sup>15</sup>. Ces tendances positives, y compris une meilleure représentation des sexes, devront être renforcées et l'effort se poursuivre pour réduire la mortalité maternelle en usant de la même stratégie que pour le VIH/sida, qui se fondait sur la sensibilisation, le renforcement du financement et la recherche.

9. Pour ce qui est des aspects négatifs, l'épargne brute a reculé, passant d'une moyenne de 17 % en 1990 à 15,5 % en 2009<sup>16</sup>; l'investissement privé en capital fixe s'est maintenu à 13,4 % du PIB de 2006 à 2009. La part du secteur manufacturier dans le PIB pour l'ensemble de l'Afrique a décliné, passant de 16 % en 1995 à 13 % en 2009 (10,5 % en 2008, d'après l'ONUDI, 2011). Elle était de 9,7 %

---

<sup>12</sup> Les ressources minières et le pétrole représentent plus de la moitié des exportations africaines et jouent un rôle clef dans la prospérité de pays comme l'Afrique du Sud et le Botswana et dans la viabilité de l'économie d'autres pays comme le Ghana, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

<sup>13</sup> Voir, par exemple, Steven Radelet, *Emerging Africa: How 17 countries are Leading the Way* (Washington, Center for Global Development, 2010).

<sup>14</sup> Les délais d'exécution des contrats et d'obtention des permis de bâtir font partie des domaines qui se sont améliorés.

<sup>15</sup> Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport de 2011. Publication des Nations Unies, no de vente: F.11.I.10.

<sup>16</sup> L'épargne brute en Asie de l'Est a atteint 47 % en 2009 – un chiffre un peu biaisé à cause du poids de la Chine dans le total et son épargne très élevée.

en Afrique de l'Est, 5 % en Afrique de l'Ouest et 18,2 % en Afrique australe<sup>17</sup>. En outre, la plupart des activités manufacturières transforment des ressources naturelles et ne créent pas de grande plus-value au niveau local; elles enregistrent des gains de productivité limités et entretiennent peu de liens avec le reste de l'économie<sup>18</sup>. La diversification des exportations des produits manufacturés a été par conséquent limitée. La part des exportations des produits manufacturés a augmenté de trois points de pourcentage, passant de 28 % en 1995 à 31 % en 2009, l'Afrique ne contribuant que pour 1,3 % des exportations mondiales de produits manufacturés en 2008, contre 1 % en 2000. Les principales exportations des pays africains, mêmes les plus industrialisés, reposent sur les ressources naturelles. Par exemple, les deux premiers produits d'exportation sont, pour l'Afrique du Sud, le platine et l'or; pour le Kenya, le thé et les fleurs coupées; pour l'Éthiopie, le café et les graines de sésame; pour la République-Unie de Tanzanie, le café et le tabac et, pour le Ghana, les fèves de cacao et le minerai de manganèse<sup>19</sup>.

#### IV. Défis et vents contraires

10. Le mouvement vers la multipolarité mondiale a suscité une réflexion dans six domaines ayant des ramifications économiques et politiques à long terme. La réponse des pays africains déterminera la mesure de leur réussite dans les décennies à venir.

- L'évolution de l'ordre politique et économique mondial offre à l'Afrique l'occasion de remodeler son programme de développement. La Pax Americana<sup>20</sup> s'était certes accompagnée d'effets indésirables, mais elle a permis de créer et de maintenir un environnement régi par des règles, dans lequel la mondialisation pouvait prospérer. À présent que cette hégémonie amorce son déclin et qu'il y a des chances que la superpuissance unique soit remplacée par plusieurs puissances régionales, la longue (et relative) paix de la deuxième moitié du siècle dernier pourrait céder la place à une longue phase de turbulences et d'incertitude, dans laquelle nous aurions la visite fréquente (et indésirable) de « cygnes noirs ». Les tentatives visant à trouver un successeur au Protocole de Tokyo et l'interminable cycle de négociations de Doha donnent un avant-goût de ce à quoi un monde bipolaire ou multipolaire pourrait ressembler, dans un contexte de biens publics mondiaux en raréfaction mais de plus en plus en demande. Un monde moins stable serait aussi propice à des courses aux armements coûteuses et potentiellement dangereuses qui, en l'absence de bonne volonté, de direction politique éclairée et de sens du compromis entre nations, pourrait causer des guerres aussi sanglantes que celles des temps passés.
- Au moment où les principaux pays occidentaux et certains pays en développement luttent pour corriger les grands déséquilibres commerciaux, et où un petit nombre d'autres pays essaient de faire face aux vagues de capitaux en quête d'actifs à faible risque, la mondialisation est en mode pause et pourrait même se mettre en marche

<sup>17</sup> En 2009, le secteur manufacturier représentait 32 % du PIB en Asie de l'Est.

<sup>18</sup> Voir ONUDI (2011).

<sup>19</sup> Banque mondiale, Les indicateurs de développement en Afrique 2011 (voir [data.worldbank.org/sites/files/adi\\_2011-web.pdf](http://data.worldbank.org/sites/files/adi_2011-web.pdf)).

<sup>20</sup> Ce terme renvoie à la période de paix relative qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale et qui est liée à la puissance économique et militaire de l'Amérique.

arrière. Si une récession grave à double creux devait s'abattre sur les pays industrialisés, la confiance dans les bénéfices du commerce – déjà ténue dans beaucoup de pays à faible revenu et en train de s'effriter en Occident – pourrait rapidement s'éroder et des barrières de toutes sortes resurgir. L'expression « murky protectionism » (protectionnisme trouble) a été forgée pour décrire la résurgence des obstacles aux échanges<sup>21</sup>. Cette situation, à laquelle s'ajoute la crise de la zone euro, pourrait annoncer des difficultés économiques pour l'Afrique, du fait des liens commerciaux et financiers étroits du continent avec l'Europe.

- La stabilité politique et la stabilité économique sont essentielles au développement. L'Afrique a connu sa part de conflits locaux<sup>22</sup>, dont elle a éprouvé les conséquences désastreuses<sup>23</sup>. Comment réduire au minimum l'instabilité économique, les tensions politiques et les conflits violents restera un défi permanent pour nombre de pays africains.
- L'État et le programme de développement : est-ce que ce sera différent cette fois ? Ayant vu à quel point la faible réglementation des marchés financiers avait semé le chaos au sein des économies matures, rares sont ceux qui (en dehors des États-Unis) pensent que l'État devrait être cantonné dans un rôle régulateur minimaliste. Le retrait de l'État n'est plus de mise, du moins pour l'instant. En effet, la politique industrielle pratiquée par la Chine (et avant elle la République de Corée, la province chinoise de Taiwan et d'autres « tigres » asiatiques) suscite actuellement un grand intérêt en Afrique, les pays en voie d'industrialisation essayant de concevoir des politiques compatibles avec les principes de l'Organisation mondiale du commerce pour stimuler l'industrialisation. L'élargissement des inégalités de revenu qu'aggrave un chômage structurel pourrait aussi amener l'État à jouer un rôle plus actif dans la création d'emplois (comme c'est le cas actuellement au Moyen-Orient, en Chine et dans plusieurs pays africains) et la redistribution des richesses. Pareille redistribution aura la faveur des groupes susceptibles de bénéficier des largesses de l'État et sera farouchement combattue par ceux qui sont politiquement indéracinables et contrôlent tant le marché que les leviers de l'État. Un rôle plus interventionniste de l'État serait moins inacceptable si l'expérience laissait penser que les États étaient devenus plus habiles à concevoir et à mettre en œuvre des politiques propres à promouvoir un développement rapide, que la corruption était en voie d'être maîtrisée dans la plupart des pays et que les libertés fondamentales et les institutions démocratiques pouvaient coexister avec des pouvoirs publics puissants. Or l'histoire récente de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine ne rassure sur aucun de ces points, et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle abonde en rappels inquiétants de la manière dont la situation pourrait dérapier.

---

<sup>21</sup> Richard Baldwin et Simon J. Evenett, "Don't let murky protectionism stall a global recovery: things the G20 should do", 5 mars 2009 ([www.voxeu.org/index.php?q=node/3206](http://www.voxeu.org/index.php?q=node/3206)).

<sup>22</sup> Certains de ces conflits étaient le résultat d'interventions des superpuissances et étaient en fait des guerres menées par procuration sur le sol africain. Voir Ann Hironaka. *Never Ending Wars*. Cambridge, Harvard University Press, 2005

<sup>23</sup> Paul Collier voit dans le « piège des conflits » un des obstacles au développement de nombreux pays africains, au côté de la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, de l'enclavement et de la mauvaise gouvernance.



- Utiliser l'innovation pour pallier la raréfaction des ressources et le réchauffement de la planète. La probabilité de voir les taux d'investissement rester faibles dans les pays africains (à moins d'un transfert substantiel de l'industrie manufacturière légère depuis les pays de l'Asie de l'Est à revenu moyen) et décliner en Asie de l'Est (à mesure qu'augmente la part de la consommation et que la population vieillit) accrédite l'idée que l'innovation (dans le sens où l'entend Schumpeter) stimulera la croissance grâce aux gains attendus sur le plan de la productivité totale des facteurs. L'obsession de l'innovation a généré un intérêt immense pour une éducation de qualité, le développement de compétences scientifiques et en ingénierie, le retour sur investissement de la recherche-développement, le rôle de l'université et les indicateurs permettant de suivre les capacités d'innovation. Le capital est en train d'être relégué dans les marges de la théorie économique de la croissance (car personne ne sait comment accroître les investissements de capitaux ou l'épargne privée) et d'être remplacé par le capital humain<sup>24</sup>. Se souvenant de la manière dont l'électricité et le moteur à combustion interne ont stimulé l'investissement, l'innovation et l'emploi, d'aucuns espèrent voir les technologies « vertes », dans le cadre de l'urbanisation rapide, relancer la dynamique de la croissance (en partie grâce à des investissements accrus) et aider à conserver l'énergie, l'eau et d'autres ressources non renouvelables, tout en atténuant les changements climatiques.
- Il se peut que le potentiel de développement urbain et d'industrialisation soit en train de s'amenuiser. Il n'est pas inconcevable qu'avec un secteur manufacturier et des services créant peu d'emplois bien rémunérés, les pays à faible revenu soient obligés d'adopter une stratégie de croissance équilibrée accordant plus d'attention et de ressources à l'économie rurale et de ne plus considérer comme inévitable l'urbanisation galopante, qui met la pression sur les infrastructures urbaines et accroît la consommation d'énergie.
- Le réchauffement de la planète crée des obstacles supplémentaires pour ceux qui arrivent au développement avec retard. Les préoccupations concernant la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau, qui s'étaient un moment estompées, reviennent au premier plan, tandis que le réchauffement de la planète et la croissance démographique persistante ajoutent à l'urgence de la situation en Afrique, au Moyen-Orient et en Chine. La multiplication attendue des phénomènes météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau des mers<sup>25</sup> font que les villes côtières de faible élévation, dont beaucoup se trouvent en Afrique, devront se préparer au pire et construire des infrastructures (notamment des digues et des défenses passives) et des institutions résistantes. Au nombre des métropoles africaines en danger figurent Abidjan, Accra, Dakar, Dar es-Salaam, Durban, Maputo, Mombasa et Port Elizabeth.<sup>26</sup>

---

<sup>24</sup> Grâce en grande partie aux travaux de Theodore Schultz et de ses disciples et à la théorie de la croissance endogène développée par Paul Romer et Robert Lucas. Voir Theodore W. Schultz, "The Economies of Being Poor", conférence à la mémoire d'Alfred Nobel, 8 décembre 1979 ([http://www.nobelprize.org/nobel\\_prizes/economics/laureates/1979/schultz-lecture.html](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1979/schultz-lecture.html)). Voir aussi Romer (1994) et Aghion et Howitt, « Endogenous growth theory » ([www.fordham.edu/economics/mcleod/aghionhowittchapter1.pdf](http://www.fordham.edu/economics/mcleod/aghionhowittchapter1.pdf)), consulté le 22 février 2012.

<sup>25</sup> Sur quelques options ouvertes aux pays affectés par les changements climatiques, voir Christain de Perthuis, *Economic Choices in a Warming World*. Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

<sup>26</sup> "African cities at risk due to sea-level rise", 2008 ([www.unhabitat.org/downloads/docs/presskitsowc2008/Drowned\\_n\\_dangerous/pdf](http://www.unhabitat.org/downloads/docs/presskitsowc2008/Drowned_n_dangerous/pdf)).

## V. Un inventaire des potentialités économiques

11. Pour surmonter les obstacles qui les attendent, les pays africains doivent tenir compte de leurs ressources, remédier aux facteurs d'inefficacité et développer au maximum leurs capacités potentielles. Les potentialités diffèrent sensiblement selon des pays qui vont du très petit (les Comores avec 500 000 habitants) au très grand (le Nigéria compte 150 millions d'habitants) et évolueront à des rythmes différents. Par conséquent, les stratégies et les choix politiques varieront et il se peut que toute feuille de route pour l'avenir doive classer les pays suivant des caractéristiques pertinentes : par région et selon le niveau de revenu et la densité démographique, l'abondance de ressources naturelles, le fait d'être un pays côtier ou sans littoral, l'orientation commerciale, la structure politique et l'histoire coloniale. Ces caractéristiques détermineront la manière dont les pays s'adapteront aux évolutions et exploiteront leurs dotations en facteurs. D'autres éléments auront aussi une incidence sur le processus. En feront partie les clivages ethniques, qui sont associés aux tensions sociales et aux guerres civiles ayant causé des perturbations prolongées et des pertes énormes dans plusieurs pays<sup>27</sup>. Partant de ces critères, le rythme du développement sera probablement fonction des éléments ci-après :

- L'exploitation mesurée des ressources naturelles, notamment la terre et les ressources en eau, aura une importance cruciale dans la perspective d'une maximalisation à long terme des flux de recettes. En outre, l'accroissement des ressources grâce aux découvertes<sup>28</sup> et aux progrès techniques sera une priorité.
- La démographie aura une grande incidence sur le sort des pays africains, qui connaissent tous une forte croissance démographique. Il sera possible de bénéficier d'un dividende démographique grâce à l'augmentation du pourcentage des jeunes, mais la réalisation de ce dividende dépendra de la qualité de l'éducation offerte, de la mise en place de mesures pour préserver la santé de la population et de l'existence d'investissements générateurs d'emplois.
- Le développement et la composition des activités productives, principalement celles du secteur privé, auront un impact décisif sur la croissance et l'emploi. Leur évolution sera fonction de l'existence d'une classe d'entrepreneurs (incluant les membres de la grande diaspora africaine), de l'investissement et de la transformation technologique. Peu de pays africains disposent d'une base manufacturière significative ou de services axés sur l'exportation (en dehors du tourisme). Peut-être plus dommageable encore pour l'expansion des exportations est le fait qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, les pays africains n'abritent qu'un très petit nombre d'entreprises employant plus de 100 personnes<sup>29</sup>, lesquelles sont les plus susceptibles de percer sur les marchés extérieurs. En outre, comme il ressort du rapport du Boston Consulting Group sur les nouveaux protagonistes africains, une très nette majorité des sociétés plus grandes sont actives

---

<sup>27</sup> Les conséquences des clivages ethniques, de l'enclavement, de la taille et de la dotation en ressources naturelles sur la croissance ont fait l'objet d'études empiriques approfondies, mais des questions concernant les procédures d'évaluation ont empêché d'établir de manière concluante si ces facteurs ont bel et bien été déterminants dans le passé ou le seront à l'avenir.

<sup>28</sup> Gelb et al. (2011) montrent que les nouvelles découvertes ont considérablement valorisé les ressources naturelles et contribué à créer la richesse nationale.

<sup>29</sup> Voir David Mckenzie, "How can we learn whether firm policies are working in Africa?", avril 2011 ([www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/04/12/000158349\\_20110412081305/Rendered/PDF](http://www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/04/12/000158349_20110412081305/Rendered/PDF)).

dans le secteur des services (comme la banque, les télécommunications, le transport et la construction)<sup>30</sup>. Le renforcement des capacités de production, non seulement dans les zones urbaines mais également dans le secteur agricole, déterminera en dernier ressort l'aptitude de l'Afrique à devenir un pôle mondial.

- Une classe moyenne de plus en plus nombreuse et de plus en plus aisée qui demande plus de transports urbains, d'énergie, d'eau, de TIC, de logements et d'autres services publics.
- Les investissements étrangers directs et la contribution des exportateurs africains aux chaînes de valeur internationales resteront importants et les bénéfices tirés de l'insertion dans le système mondial de l'innovation augmenteront à mesure que l'innovation deviendra une source plus grande de croissance. Si on se projette dans quelques dizaines d'années, la pénétration de l'économie du savoir dans les pays africains déterminera le niveau de la classe moyenne et de la prospérité économique.

## VI. Émergence d'un pôle mondial: objectifs, stratégies et politiques

12. Pour tirer parti de ces tendances et ressources, les pays africains n'auront d'autre choix que d'adopter des approches adaptées à leurs caractéristiques et à leur potentiel. Une perspective à long terme fixant quelques objectifs ambitieux de croissance du PIB, d'emploi et d'espérance de vie peut servir de base à l'élaboration de stratégies et d'initiatives visant à procéder à des transformations structurelles et institutionnelles qui prendront peut-être des décennies. Il est donc réaliste de prendre pour repère le milieu du siècle: l'Afrique pourrait devenir une force économique mondiale significative dans une vingtaine d'années, mais il est très probable que cela prendra deux fois plus longtemps avant que la majorité des pays soient bien assis dans la catégorie des pays à revenu moyen, or c'est notamment ce que veut dire devenir un pôle mondial.

13. Rares sont ceux qui croient encore que la seule croissance du PIB doit être l'objectif stratégique; il est toutefois difficile d'énoncer une stratégie économique sans inclure la croissance. Dans le contexte africain, la croissance du PIB doit être complétée par une cible en matière d'emploi et une autre indicatrice du bien-être social, par exemple l'espérance de vie. Un taux de croissance de 7 à 8 % en moyenne par an sur une période de 35 ans mettrait l'Afrique au niveau de la province chinoise de Taiwan et de la République de Corée à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ce taux est nettement plus élevé que celui enregistré par la plupart des pays africains au cours des 10 dernières années, mais c'est celui qui convient pour plusieurs raisons. Le faible revenu par habitant et les retards technologiques de l'Afrique font qu'il est très souhaitable d'accélérer la croissance et donnent des opportunités précises pour rattraper le retard technologique. La menace du chômage qui touche actuellement plus de 20 % de la population active dans de nombreux pays et l'augmentation anticipée de la main d'œuvre<sup>31</sup> sont des arguments en faveur de taux de croissance ambitieux. L'évolution technologique à fort coefficient de capital et facteur d'économie de travail réduit également l'élasticité de la demande de la main-d'œuvre

<sup>30</sup> Benno Ndulu *et al.*, "Challenges of African growth: opportunities, constraints and strategic directions", 2007 ([www.naider.com/upload/AFR\\_Growth\\_Avance\\_Edition.pdf](http://www.naider.com/upload/AFR_Growth_Avance_Edition.pdf)).

<sup>31</sup> La population africaine devrait croître à un rythme de 2,4 % par an entre 2009 et 2015 et, bien que ce taux risque de se ralentir et la fécondité être ramenée au niveau de remplacement d'ici à 2050, l'ONU projette que la population africaine dépassera les 1,8 milliards d'habitants au milieu du siècle ([www.un.org/esa/population/publications/.../WorldPop2300final.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/.../WorldPop2300final.pdf)).

dans les secteurs de la transformation et des services (et entraîne une croissance créant relativement peu d'emplois)<sup>32</sup>, ce qui fait que pour absorber la masse croissante de travailleurs en Afrique, il faudra une croissance plus rapide que par le passé et, comme la Chine le découvre actuellement, un taux de 7 à 8 % est nécessaire pour créer un nombre suffisant d'emplois. L'espérance de vie à la naissance est un bon indicateur du bien-être et des perspectives d'avenir. En Afrique, elle était de 53 ans en 2009, contre 72 ans en Asie de l'Est. Si l'Afrique peut prolonger de 20 ans la durée de vie d'un enfant né en 2050, c'est qu'elle aura accompli des progrès énormes dans la fourniture de services, la lutte contre les maladies infectieuses, l'augmentation des capacités et l'amélioration de la qualité de vie.

14. Ces trois objectifs pourraient suffire pour définir des stratégies à l'intention des pays africains, sachant que chacun d'entre eux adoptera probablement une combinaison différente de politiques s'inscrivant dans le cadre général possiblement fourni par le présent rapport. La valeur ajoutée de ce dernier peut ainsi être de donner une vision à long terme et convaincante, et d'indiquer des chemins possibles en vue des objectifs à partir de politiques étayées par l'expérience récente et le décryptage des tendances durables qui délimitent les différentes options. On trouvera ci-après certaines des mesures que les pays africains devront peut-être envisager pour atteindre leurs objectifs stratégiques et résoudre les problèmes qui se posent. Le rapport les examinera au même titre que d'autres mesures et leur faisabilité.

15. **Stabilité.** L'histoire du développement nous apprend que le progrès économique est indissociable de la stabilité politique et sociale. Les pays étant parvenus au développement durable sont arrivés de façon empirique à un consensus politique relativement solide (reposant sur une société civile de plus en plus forte) en ce qui concerne différents objectifs socioéconomiques, ont réussi à mettre en place des organisations publiques efficaces pour concevoir et exécuter les politiques retenues et ont connu un certain succès dans la répartition équitable des avantages économiques tout en tenant compte des « bonnes » inégalités. C'est un peu la quadrature du cercle, mais sans ces ingrédients, le développement ne peut progresser harmonieusement. Certains pays à qui il manque l'un de ces ingrédients ont connu des « accélérations de croissance », mais elles ne durent pas. La plus grande difficulté pour l'Afrique sera donc de les réaliser tous à un certain degré et en même temps. Les résultats des recherches semblent indiquer que la mise en place d'institutions démocratiques<sup>33</sup> est le moyen le plus sûr de parvenir à une solution *minimax*: les démocraties qui fonctionnent bien peuvent ne pas atteindre les taux de croissance les plus élevés mais elles ont une meilleure chance d'obtenir des résultats stables à long terme et font preuve de davantage de résilience lorsqu'il s'agit d'absorber des chocs ou de s'en remettre. La stabilité sociopolitique a une forte influence sur les attentes des entreprises, le climat de l'investissement et les progrès technologiques, qui, comme nous le suggérons ci-dessous, sont les meilleurs moteurs de la performance économique. Les pays africains n'ont pas tous le même climat pour les entreprises et certains réussissent mieux que les pays d'Asie du Sud, par exemple. Toutefois, l'instabilité politique, la violence, la criminalité, l'exécution des contrats et la protection des investisseurs sont problématiques dans de nombreux pays, ce qui touche à la fois le volume d'investissements et la préférence en faveur de projets et activités promettant un rendement rapide sans bloquer trop d'actifs fixes. Il est intéressant de voir qu'une analyse récente de la croissance

<sup>32</sup> Kapsos (2005) [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed.../wcms\\_143163.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed.../wcms_143163.pdf).

<sup>33</sup> Besley et Persson (2011) insistent sur l'importance d'institutions politiques coordonnées promouvant des intérêts communs et fournissant des biens publics comme piliers de la prospérité. Voir également Torsten Persson et Guido Tabellini, "The growth effect of democracy: is it heterogeneous and how can it be estimated?", 14 mai 2007 ([people.su.se/~tpers/papers/cifar\\_paper\\_may16\\_07.pdf](http://people.su.se/~tpers/papers/cifar_paper_may16_07.pdf)).

en Afrique en attribue environ un tiers à l'exploitation des ressources naturelles et le reste au développement d'activités de vente en gros et au détail (13 %), aux transports et télécommunications (10 %), à l'immobilier et au bâtiment (10 %), à l'intermédiation financière (6 %) et à l'administration publique (6 %). La contribution des secteurs réels (industrie manufacturière et agriculture) était respectivement de 9 et 12 %<sup>34</sup>. Ces deux facteurs ont été la source de la croissance et de l'emploi en Asie de l'Est et pourraient continuer à jouer un rôle indispensable à l'avenir. Dans ce cas, leur contribution à la croissance, qui semble se réduire en Afrique, peut-elle être augmentée?

16. **Sources de croissance.** Le consensus (si on peut utiliser un tel terme) parmi les économistes est que la croissance est déterminée dans une grande mesure par les apports de capitaux et la productivité totale des facteurs. Jorgenson et Vu<sup>35</sup> estiment que dans 110 pays, le capital représentait 41 % de la croissance et la productivité totale des facteurs 22 % entre 1989 et 1995. En 2000-2004, la part du capital avait été ramenée à 34 % alors que celle de la productivité des facteurs était passée à 37 %. Dans les pays asiatiques en développement, la part de la productivité totale des facteurs était de 39 % et celle du capital 35 %. En d'autres termes, entre 70 et 74 % de la croissance provient de ces sources interdépendantes. S'agissant des pays africains, en 2000-2004, le capital a contribué à 21 % de la croissance et la productivité totale des facteurs à 23 %. La majeure partie de la croissance en Afrique procède de l'utilisation du facteur travail, les gains découlant de la quantité étant plus importants que ceux liés à la qualité. Cela confirme l'opinion de Ndulu *et al.*<sup>36</sup> qui notaient la faible contribution, voire la contribution négative, du capital physique et de la productivité des facteurs à la croissance en Afrique entre 1990 et 2003. Toutefois, ils font également remarquer que la reprise de la fin des années 90 a été nettement facilitée par l'amélioration de la productivité des facteurs. Les dépenses d'équipement en infrastructures<sup>37</sup>, en logements et en moyens de production sont indispensables dans les premières phases de l'industrialisation, ce qui est corroboré par les ouvrages sur la comptabilité de la croissance, mais au fur et à mesure que les pays se développent, une plus grande part de la croissance est dérivée de la productivité totale des facteurs qui est le reflet de changements technologiques matériels et immatériels, de l'innovation, des connaissances implicites et des gains d'efficacité obtenus d'une myriade de sources. Plusieurs chercheurs associent les disparités de revenus et la lenteur de la convergence des revenus dans les pays avec la lenteur de l'assimilation des technologies et les retards technologiques persistants<sup>38</sup>. Lorsque les retards technologiques sont importants, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains qui en sont à une phase précoce de l'industrialisation, la productivité totale des facteurs augmente davantage grâce à des investissements en actifs corporels intégrant les technologies les plus récentes. Plus tard, l'innovation, progressive ou dépendant moins des dépenses d'équipement, prend la tête. Il semble donc que dans les quelques décennies à venir, l'Afrique aura besoin d'investir lourdement pour rattraper le déficit en infrastructures dans les secteurs agricole et urbain et pour élargir et approfondir la base industrielle. Comme pour les « surdoués » asiatiques, plus de la moitié de la croissance proviendrait de dépenses d'investissement, notamment en capital lié aux TIC (un apport important), la productivité totale des facteurs prenant la tête environ dans une quinzaine d'années. Si ces deux facteurs sont indispensables, à des fins de croissance et, dans une moindre

<sup>34</sup> Voir "McKinsey on Africa: a continent on the move", juillet 2010 ([mckinseysociety.com/mckinsey-on-africa](http://mckinseysociety.com/mckinsey-on-africa)).

<sup>35</sup> Dale W. Jorgenson et Khuong Vu, "Information technology and the world growth resurgence", *German Economic Review*, vol.8, No.2 (mai 2007).

<sup>36</sup> Benno Ndulu *et al.*, "Challenges of African growth: opportunities, constraints and strategic directions", 2007 ([www.naider.com/upload/AFR\\_Growth\\_Advance\\_Edition.pdf](http://www.naider.com/upload/AFR_Growth_Advance_Edition.pdf)).

<sup>37</sup> L'adoption récente du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique est un pas vers une approche coordonnée au niveau régional répondant à la croissance prévue de la demande.

<sup>38</sup> Voir Parente et Prescott (2002), Comin, Hobijn et Rovito (2008), et Comin et Hobijn (2010).

mesure, de bien-être et de longévité, les mesures visant à accroître l'investissement dans des domaines spécifiques et à absorber la technologie doivent avoir la plus grande priorité. Cela ramène à des questions liées à la structure de l'industrie et à l'acquisition de technologies.

17. **Mobilisation des ressources intérieures pour l'industrialisation et les exportations.** Les investissements limités dans le secteur manufacturier et la part peu importante de ce dernier dans les économies africaines montre les faiblesses de la composition des produits et de la physionomie des exportations. Le premier constat touche le cours futur de la transformation industrielle et le deuxième les perspectives d'exportation. Abdon et Felipe<sup>39</sup>, utilisant la méthode de l'espace des produits<sup>40</sup> mise au point par Hidalgo et Hausmann<sup>41</sup>, montrent que la structure des exportations des pays africains riches en ressources a à peine changé entre 1962 et 2007. Ces pays sont restés exportateurs de quelques produits qui sont presque tous en marge de l'espace des produits (bien qu'il convienne de noter que les exportations de l'Afrique du Sud, du Ghana et du Kenya sont principalement des produits manufacturés). Les pays enclavés ont fait un peu mieux, ajoutant à leur gamme des exportations plus proches de l'intérieur du réseau de l'espace des produits. Les pays côtiers ont le mieux réussi, faisant preuve d'un avantage comparatif dans certains produits en réseau, en particulier les vêtements. Mais c'est l'Afrique du Sud qui a dominé les économies côtières africaines, car elle compte le plus de produits au cœur de l'espace des produits. Abdon et Felipe font observer que la structure de production de l'Afrique – peu diversifiée – et la proportion élevée de produits normalisés omniprésents (périphériques) exportés par de nombreux pays hypothèquent gravement les perspectives d'exportation. La diversification et la valorisation des exportations sont indispensables, en particulier pour les pays plus petits qui ont besoin de marchés extérieurs pour générer une demande suffisante pour une croissance rapide. Pour utiliser la terminologie de Hidalgo et Hausmann, ils doivent se lancer à l'intérieur de l'espace des produits, suivant l'exemple des pays d'Asie de l'Est, afin d'améliorer leur potentiel d'exportation. La réussite ou non de cette tentative dépend, comme le montrent Easterly et Reshef<sup>42</sup>, de la réussite de « gros coups », c'est-à-dire un grand nombre d'exportations d'un nombre restreint de produits à destination d'un marché unique ou d'un nombre limité de marchés. Apparemment, la part du lion dans les recettes à l'exportation provient de gros coups qu'il est difficile d'anticiper, alors qu'en plus, la composition de ces gros coups peut elle-même varier. La formule infallible, qu'on peut déduire de l'expérience des principales nations exportatrices, demande des conditions facilitant l'accès et l'arrivée à maturité d'entreprises qui peuvent commencer à pénétrer le cœur de l'espace des produits et devenir, par opportunisme, exportatrices de produits divers. Cela nous ramène à la question de l'investissement industriel et de la composition de produits manufacturés et des services commercialisables. Les pays africains peuvent-ils stimuler l'investissement – national et étranger – avec l'appui de l'épargne intérieure, et que faudra-t-il en termes d'amélioration de la

---

<sup>39</sup> Arnelyn Abdon et Jesus Felipe, "The product space: what does it say about the opportunities for growth and structural transformation of sub-Saharan Africa?", 19 mai 2011 ([http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1846734](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1846734)).

<sup>40</sup> L'espace des produits désigne un réseau qui montre les interconnexions entre produits commercialisés sur les marchés mondiaux (<http://www.chidalgo.com/productspace/>).

<sup>41</sup> César A. Hidalgo et Ricardo Hallsman, "The building blocks of economic complexity", Harvard University Center for International Development, working paper No.186, septembre 2009 ([www.hks.harvard.edu/var/ezp\\_site/storage/fckeditor/.../186.pdf](http://www.hks.harvard.edu/var/ezp_site/storage/fckeditor/.../186.pdf)).

<sup>42</sup> William Easterly et Ariell Reshef, "African export successes: surprises, stylized facts, and explanations", National bureau of Economic Research, working paper 16597. Décembre 2010 ([www.nber.org/papers/w16597.pdf](http://www.nber.org/papers/w16597.pdf)).

conjoncture commerciale, d'accès au financement à des coûts raisonnables<sup>43</sup>, au moyen d'initiatives du secteur public comme en Chine et avec des mesures d'incitation à l'intention des entrepreneurs? De toute évidence, l'investissement dans l'infrastructure peut éliminer certains des obstacles qui bloquent les entreprises, mais la mise en place d'infrastructures ne peut à elle seule conduire à un approfondissement et à une diversification du secteur industriel.

18. **Capital humain et sa qualité.** L'importance accrue accordée au capital humain et à l'innovation nous amène à la question de savoir si le développement de la technologie et l'innovation peuvent, par la promotion de la productivité totale des facteurs, se substituer à des niveaux relativement faibles d'investissement. En d'autres termes, les pays africains peuvent-ils surmonter les obstacles et gérer à la fois la diversification industrielle et une croissance plus élevée en s'en remettant à l'« inspiration » plutôt qu'à la difficile tâche que représente l'accumulation de capital? Le rattrapage technologique et l'innovation sont-ils possibles sans une augmentation complémentaire des investissements en capital?

19. Cela n'est pas évident si l'on considère l'expérience des pays d'Asie de l'Est et de l'Inde, qui a fait passer la part de l'investissement à plus de 35 % du PIB afin de conserver le taux moyen de croissance de 7 à 8 % enregistré ces dernières années. Cette possibilité ne doit pas être écartée pour certains pays et elle coïncide avec la confiance en une croissance « intangible » et dans des services commercialisables novateurs comme principaux moteurs de la croissance et d'emploi dans les économies émergentes. Toutefois, les recherches effectuées par Hanushek, Pritchett Autor, Brynjolfsson et d'autres suggèrent que ce mode de croissance exigera davantage de capital humain mieux qualifié grâce à des politiques d'éducation et de santé ambitieuses. Si certaines économies africaines peuvent effectivement nettement renforcer les qualifications de leurs travailleurs et que cela permette aux entreprises d'accélérer le rythme de l'absorption de technologies, de la recherche-développement (R-D) et de l'innovation, il est alors possible d'envisager de passer à une croissance plus élevée accompagnée d'une modeste augmentation de l'accumulation du capital. En fait, l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre se répercute sur la performance économique par de nombreuses voies, notamment la qualité de la gouvernance, les institutions du marché empiétant sur la mobilisation et l'affectation des ressources et la gestion des entreprises publiques comme privées. Le capital humain aura un effet sur la mise en place d'une infrastructure de recherche, la production d'idées et leur commercialisation. En outre, un capital humain convenablement motivé donnera de la vigueur à l'esprit d'entreprise. La difficulté est de recenser et d'appliquer les politiques qui donneront des résultats dans l'espace de 5 ou 10 ans, grâce à des politiques d'éducation et de santé efficace, puis de traduire les gains obtenus en qualité du capital humain en performance de croissance. Dans le domaine de l'éducation, aucun pays n'a trouvé la recette idéale, bien que de petits pays comme la Finlande et Singapour aient eu une certaine réussite. Mais sur ces deux pays, seule Singapour a obtenu les taux de croissance que recherchent les pays africains (les taux de croissance finlandais dans les années 90 et la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle ont été inférieurs à 4 % en moyenne) et cela, en combinant l'investissement dans le capital humain avec des niveaux très élevés d'investissement en dépenses d'équipement, en particulier dans le secteur manufacturier.

---

<sup>43</sup> On impute fréquemment au coût du financement et à l'accès limité à ce financement les problèmes de croissance et de capacité d'exportation des entreprises africaines. Voir Anthony J. Venables, "Economic geography and African development", 22 avril 2010 ([www.economics.ox.ac.uk/members/tvenables/.../pregsciafrica4.pdf](http://www.economics.ox.ac.uk/members/tvenables/.../pregsciafrica4.pdf)).

20. En ce qui concerne les politiques sanitaires, le fardeau des maladies et les profils épidémiologiques donnent un nouvel ordre de grandeur aux difficultés auxquelles les décideurs font face. La prévalence étendue de maladies infectieuses débilitantes sape les efforts visant à constituer un capital humain, ce à quoi s'ajoute la propagation de maladies chroniques découlant des changements de mode de vie et d'habitudes alimentaires associés à l'urbanisation<sup>44</sup>. La voie passant par le capital humain et de faibles investissements en dépenses d'équipement est-elle une voie viable pour les pays africains? La réponse n'est pas évidente mais il est clair que, quelle que soit la stratégie adoptée, elle ne peut se permettre de négliger les efforts visant à investir dans le capital humain du continent.

21. **Développement urbain.** Les politiques industrielles et d'innovation, qui ont des conséquences sur le climat des affaires, vont de pair avec les politiques d'urbanisation. Ensemble, elles déterminent quelles sortes d'activités productives peuvent s'épanouir, leur compétitivité, le nombre d'emplois qu'elles peuvent créer, leur potentiel de croissance et les recettes qu'elles apportent aux villes. Les décideurs devront relever le défi d'une gestion de l'urbanisation permettant de tirer les gains de productivité de l'agglomération d'économies en cours d'urbanisation et des divers effets d'entraînement et retombées. Cela devra se faire tout en contrôlant l'augmentation des coûts des ressources et de l'énergie par habitant, et en contrôlant également les facteurs externes négatifs qui sapent la qualité de la vie urbaine et contribuent à la détérioration de l'environnement. Les décideurs devront se battre contre l'inertie des aménagements urbains tentaculaires qui dominent dans presque tous les pays, les problèmes causés par les vestiges d'infrastructures et de logements, et la résistance d'intérêts en place qui ont tout à gagner du statu quo. Négliger la stratégie d'urbanisation et les politiques connexes compromettrait gravement un volet important du développement et saperait également les efforts visant à limiter les changements climatiques et à atténuer leurs effets. Les stratégies d'urbanisation dans le contexte africain, ou d'ailleurs dans le contexte des pays plus développés, sont très complexes et la plupart des administrations municipales n'ont pas les capacités techniques, les compétences administratives et le financement nécessaires pour convaincre les nombreuses parties prenantes de l'efficacité à long terme d'une stratégie particulière. Ils doivent aussi lutter pour mobiliser les ressources nécessaires pour l'exécuter étape par étape pendant plusieurs dizaines d'années, même lorsque les responsables publics changent, les nouvelles technologies évoluent et la configuration optimale d'une ville avance dans de nouvelles directions. Ce qu'un rapport comme celui-ci peut sans doute offrir de mieux est de présenter les options les plus attirantes compte tenu des technologies actuelles et d'indiquer un moyen possible d'avancer en mentionnant les nombreux obstacles auxquels les décideurs urbains sont confrontés.

22. **Productivité agricole et développement rural.** Bien que tous les yeux soient braqués sur les possibilités de croissance inhérentes aux activités urbaines pour les dizaines d'années à venir, les perspectives de croissance et d'exportation des pays africains reposeront sur la productivité et la résilience de l'économie agricole, qui est le principal employeur dans presque tous les pays, en particulier des femmes, et constitue, compte tenu des immenses réserves de terres arables non utilisées, une forte source potentielle d'exportations vers d'autres pays<sup>45</sup>. L'Afrique a négligé la recherche

<sup>44</sup> Ama de-Graft Aikins et al., "Tackling Africa's chronic disease burden: from the local to the global", 19 avril 2010 ([www.globalizationandhealth.com/content/6/1/5](http://www.globalizationandhealth.com/content/6/1/5)).

Peter J. Hotez et Aruna Kamath, "Neglected tropical diseases in sub-Saharan Africa: review of their prevalence, distribution, and disease burden", 25 août 2009 ([www.plosntds.org/article/info:doi/10.1371/journal.pntd.0000412](http://www.plosntds.org/article/info:doi/10.1371/journal.pntd.0000412)).

<sup>45</sup> Voir Klaus Deiniger et Derek Byerlee (2011), *Rising Global Interest in Farmland*, Washington, Banque mondiale. Ils font observer que sur les dix pays comptant de vastes réserves de terres possiblement cultivables, cinq se trouvent en Afrique. Au niveau mondial, 446 millions d'hectares de terres sont ainsi inutilisés, sans forêts, non cultivés et avec moins de



agricole et, par conséquent, la productivité du travail et des terres sont bien inférieures aux niveaux obtenus ailleurs et les chercheurs africains n'avancent pas beaucoup dans la mise au point de types de cultures résistant à la maladie et à la sécheresse, qui importent le plus pour les exploitants agricoles<sup>46</sup>. S'ajoute au problème la raréfaction de l'eau dans un certain nombre de pays, en particulier au nord et à l'est du continent. Cela pourrait s'aggraver au fur et à mesure que les populations s'agrandissent, que les demandes industrielles et urbaines augmentent et que le réchauffement de la planète se fait sentir par une aggravation de l'assèchement, déjà visible en Éthiopie et au Kenya. Ce ne sont pas seulement les populations rurales mais également les citadins qui devront faire face à la rareté de l'eau dans les décennies à venir<sup>47</sup>, et le risque est que les difficultés pour se mettre d'accord sur une répartition équitable des ressources en eau causeront des conflits entre les pays riverains. Une combinaison du prix, de la conservation et de nombreux aspects technologiques fera partie des stratégies de développement, mais l'histoire récente n'est pas encourageante. Les signes de la raréfaction des ressources en eau se multiplient, mais les pays africains doivent encore prendre les initiatives nécessaires pour gérer leurs ressources hydriques. Que ce soit de façon indépendante ou en conjonction avec le développement agricole, l'eau aura une place prééminente dans les calculs des responsables planifiant une stratégie économique. La productivité agricole et la gestion de l'eau feront peser un poids supplémentaire sur des ressources limitées en raison des investissements nécessaires en capital humain, en recherche à mettre en pratique et en infrastructures modernes<sup>48</sup>. Cela sera une entreprise à grande échelle et onéreuse, mais sans elle les économies connaîtront des pressions insurmontables dues à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, aux déséquilibres commerciaux et au stress hydrique, et les villes ploieront sous le poids d'un exode rural incontrôlé.

23. **Commerce régional et mondial.** Enfin, étant donné que la plupart des pays africains sont petits, leurs perspectives de croissance dépendront dans une grande mesure de l'environnement commercial externe. Une mondialisation « bénigne » donnant lieu à une augmentation des échanges régionaux et Sud-Sud avantageux pour les deux parties renforcerait d'autres politiques. Incrire la mondialisation dans la durée et contribuer aux biens collectifs qui augmenteraient ses avantages sont des actions qui pourraient prendre la priorité sur le moyen terme. Toutefois, les nombreux petits pays enclavés africains vont sans doute bénéficier d'un accroissement des échanges intra-africains, qui ne représentent actuellement que 10 % du commerce africain total, les grands pays représentant la part du lion<sup>49</sup>. La récente décision prise dans le cadre du Sommet de l'Union africaine de commencer à œuvrer en vue de la mise en place d'une zone continentale de libre-échange fait espérer que cela dynamisera la part des échanges intra-africains dans le total des échanges réalisés sur le continent. L'amélioration du fonctionnement des communautés économiques régionales (CER) est-elle la solution? Ou les pays africains doivent-ils consacrer davantage de leurs efforts à la facilitation des échanges, la

---

25 habitants au kilomètre carré. Sur ce total, 201 millions sont en Afrique, avec le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Tchad et la Zambie en tête de liste.

<sup>46</sup> La percée se fera quand on aura remplacé les plantes annuelles par des cultures pérennes de manière à réduire l'érosion et de permettre aux sols de garder les éléments nutritifs.

<sup>47</sup> Voir "Vital water graphics: an overview of the state of the world's fresh and marine waters", deuxième édition (2008), chap. 2, "Freshwater resources", partie intitulée "A scarce and competitive resource", graphe intitulé "The coming water scarcity in Africa" (<http://www.unep.org/dewa/vitalwater/article83.html>).

<sup>48</sup> M. Schaefer, "Water technologies and the environment: ramping up by scaling down", *Technology in Society*, vol.30, No.3-4 (août-novembre 2008) Science, vol. 313, issue 5790 (25 août 2006), numéro spécial sur l'eau douce ([www.sciencemag.org/content/313/5790.toc](http://www.sciencemag.org/content/313/5790.toc); [www.mendeley.com/.../water-technologies-environment-ramping-up](http://www.mendeley.com/.../water-technologies-environment-ramping-up)).

<sup>49</sup> Voir Harry Broadman (2007), *Africa's Silk Road*, Washington, Banque mondiale. Pour un compte rendu détaillé des perspectives de commerce de l'Afrique avec l'Asie et les questions de facilitation du commerce qui entravent la croissance commerciale.

diversification industrielle et l'amélioration de l'infrastructure de transports du continent<sup>50</sup>, connue pour sa médiocrité, qui rallonge et renchérit la circulation des marchandises<sup>51</sup>. Il semblerait qu'il va être impossible d'éviter une approche stratégique proactive des relations économiques internationales mais, en plus, pour renforcer leurs relations commerciales avec leurs voisins et conserver leurs liens commerciaux avec leurs partenaires occidentaux traditionnels, les pays africains vont devoir accepter la capacité concurrentielle de la Chine, de l'Inde et d'autres pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. Cela exigera également la coordination de plusieurs politiques et l'élaboration d'une approche régionale.

## VII. Observations finales et questions

24. Un rapport comme celui-ci peut aider les pays à anticiper et à se préparer aux différentes éventualités et difficultés possibles. Pour être utile, il doit proposer des objectifs et les chances de succès de façon réaliste. À partir de l'examen approfondi des expériences pertinentes, il peut donner des orientations justifiées, sans être un schéma à suivre, et nourrir le débat sur des questions telles que:

- Quels sont les risques qui pèsent sur la stabilité de la croissance à long terme en Afrique en termes de politique, de gouvernance et de conditions économiques mondiales?
- Dans quelle mesure les nouvelles tendances comme un monde multipolaire, les transitions démographiques, les changements climatiques et la numérisation, entre autres, peuvent-elles influencer positivement ou négativement les perspectives à long terme de l'Afrique?
- L'engagement en faveur de l'intégration régionale en Afrique sera-t-il concrétisé d'une façon qui promeuve la paix, la sécurité et la compétitivité?

25. Les 40 prochaines années pourraient s'avérer difficiles et, à moins que les pays ne s'emploient ensemble à résorber les problèmes imminents, aux niveaux local et mondial, la deuxième moitié du siècle pourrait être une époque de troubles allant s'aggravant.

---

<sup>50</sup> Voir Alan H. Gelb, Can Africa Claim the 21<sup>st</sup> century? (Washington, Banque mondiale, 2000). Voir aussi Vijiya Ramachandran, Alan Gelb et Manju Kedia Shah, "Africa's private sector: what's wrong with the business environment and what to do about it", 23 mars 2009 (<http://www.cgdev.org/content/publications/detail/1421337>).

<sup>51</sup> Brookings Institution Africa Growth Initiative, "Accelerating growth through improved intra-African trade", janvier 2012 ([www.brookings.edu/~./.../01\\_intra\\_african\\_trade\\_full\\_report.pdf](http://www.brookings.edu/~./.../01_intra_african_trade_full_report.pdf)).